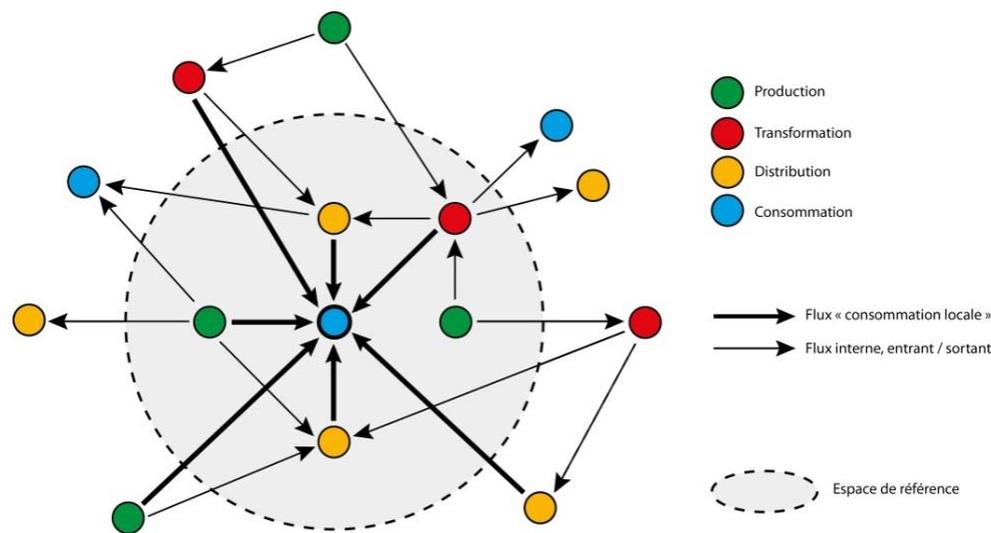


Appréhender la consommation locale : note méthodologique du VR1

Doriane Guennoc, Pierre Guillemain, Maxime Marie, Bernard Pecqueur

Estimer les flux alimentaires par la consommation locale

L'objectif du VR1 du programme FRUGAL consiste à identifier les flux alimentaires observables dans les aires métropolitaines. Les flux peuvent être définis comme « l'expression d'une circulation entre lieux sur une infrastructure. [...] Si on considère le flux comme un écoulement, il faut préciser ce que l'on mesure : le flux en un point ou le flux entre deux lieux » (Lévy et Lussault, 2003). Dans le cas des systèmes alimentaires, ces flux peuvent être de différentes natures : matières, capitaux, informations ou énergies. Les travaux conduits au sein du VR cherchent ainsi à isoler et mieux décrire les produits mobilisés dans les systèmes alimentaires territorialisés ; leur nature et leur quantité ; leur origine et leur trajectoire géographique. L'estimation de la consommation locale en produits alimentaires constitue une première étape pour répondre à cet objectif général (figure 1).



Réalisation : M. Marie, UMR ESO, FRUGAL, 2016

Figure 1 : Schématisation de l'organisation des flux alimentaires et des flux directement concernés par la consommation locale

Les flux alimentaires constituent des objets complexes en raison de la diversité des produits nécessaires à la satisfaction des besoins de la population d'un espace donné. Cette complexité est aussi liée à la multitude d'acteurs se succédant souvent dans l'élaboration des produits alimentaires (production, transformation, distribution). Quatre familles de produits « bruts » (c'est-à-dire hors conserves et plats préparés) et à destination des consommateurs finaux ont donc été retenues pour conduire l'étude : les fruits et légumes, les produits laitiers, la viande et les produits à base de céréales. Les produits considérés n'intègrent ainsi ni les conserves et plats préparés ni ceux intervenants dans l'approvisionnement de la restauration hors domicile (RHD). Ils couvrent néanmoins une part importante du budget alimentaire des ménages (un peu plus de 80 % des dépenses total liées à l'alimentation) et présentent une diversité intéressante aussi bien concernant leurs niveaux de transformation que leurs circuits de distribution.

Afin de comprendre au mieux le fonctionnement des systèmes alimentaires, l'espace de référence qui a été choisi est celui de l'aire urbaine définie par l'INSEE (2010). L'idée est ici d'appréhender le système urbain à partir d'un périmètre qui rend compte des pratiques quotidiennes des populations (navettes domicile-travail, approvisionnement commercial, loisirs, etc.) même si il coïncide rarement avec les territoires de l'action publique.

L'évaluation de la consommation locale en volume et en valeur

Les travaux existants en France dans le domaine de l'évaluation des quantités consommées par la population d'un espace donné font souvent appel aux données nutritionnelles INCA2 (2006-2007) réalisées par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail). Or, si les données d'entrée fournissent des informations sur les caractéristiques de la consommation locale (sur ou sous consommation de certains produits), les méthodologies mobilisées peinent à contextualiser la consommation et ne rendent que partiellement compte des différences entre territoires en fonction des caractéristiques de la population qui les compose (distinction entre homme, femme et enfant uniquement parfois en fonction de l'âge).

L'entrée retenue ici est celle de la distinction des modes de consommation en fonction des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS définies par l'INSEE). Les études montrent en effet que les modèles de consommation (quantités consommées et surtout budgets dépensés) peuvent varier de manière importante en fonction de l'appartenance sociale des individus (Régnier, Lhuissier, & Gojard, 2009) et de la composition des ménages (De Saint Pol, 2008). Les données de l'enquête de l'INSEE sur le budget des familles (2011/2013) et du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie) dans le cadre de l'enquête CCAF de 2007 (Comportements et consommations alimentaires en France), renseignent sur les différenciations entre PCS dans le domaine des pratiques alimentaires. Enfin, les catégories « retraités » et « autres inactifs » (dont les lycéens et les étudiants) présentes dans ces deux enquêtes, nous renseignent indirectement sur deux catégories intéressantes en termes d'alimentation et recourent en partie des variables d'âge.

Familles d'aliments	Volume / Valeur	Agri.	ACCE*	CPIS*	PI*	Emp.	Ouv.	Retr.	Autres inactifs
Fruits et légumes	Volume (kg/an/hab.)	92,2	92,2	97,8	94,2	87,0	72,7	67,5	67,5
	Valeur (€/an/ménage)	474	569	691	462	371	355	560	295
Produits laitiers	Volume (kg/an/hab.)	42,6	42,6	41,6	42,3	43,2	40,9	38,2	38,2
	Valeur (€/an/ménage)	1 338	1 343	1 444	1 276	999	1 112	1 085	690
Viandes	Volume (kg/an/hab.)	45,3	45,3	41,9	43,0	36,2	53,9	38,7	38,7
	Valeur (€/an/ménage)	1 209	1 077	1 000	930	747	862	927	493
Produits céréaliers	Volume (kg/an/hab.)	77,5	77,5	73,0	68,6	63,3	75,0	64,1	64,1
	Valeur (€/an/ménage)	884	781	779	705	608	699	560	400

* ACCE (Artisans, commerçants et chefs d'entreprises) ; CPIS (Cadres et professions intellectuelles supérieures) ; PI (Professions intermédiaires)

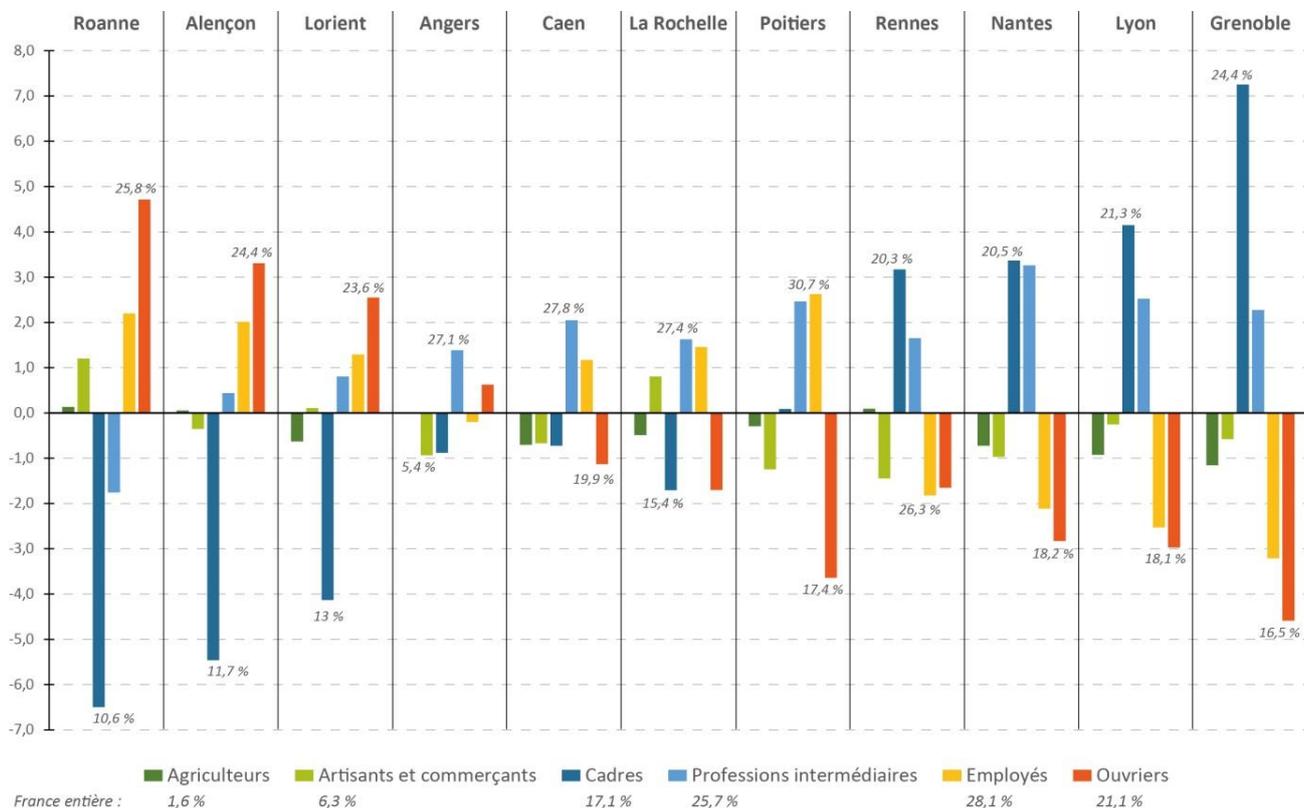
Sources : INSEE 2011/2013 et CREDOC 2007

Auteurs : Guennoc D., Guillemain P. et Marie M., PSDR 4 FRUGAL, 2016

Tableau 1 : La différenciation de la consommation en volume et en valeur en fonction des catégories de population

En raison de la structuration de leur bassin d'emploi, les aires urbaines servant de terrain d'expérimentation aux travaux du programme FRUGAL possèdent des morphologies sociales qui les distinguent du profil social général de la France métropolitaine (Rivière, 2011). En effet comme le montre le graphique n°1, les caractéristiques sociales de la population de certaines d'entre-elles (Grenoble, Lyon, Nantes, Rennes) font clairement état du rang métropolitain élevé qu'elles occupent et de la structuration locale de l'emploi qui en découle (forte sur-représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures, forte sous-représentation des catégories populaires). A l'inverse, les aires urbaines exerçant le moins de fonctions métropolitaines, correspondant aux unités les moins peuplées (Roanne, Alençon, Lorient), présentent des populations dont les caractéristiques

sont plus proches de celles traditionnellement associées aux espaces ruraux (forte sur-représentation des catégories populaires, ouvriers en tête, et forte sous-représentations des cadres) (Mishy, 2013). Enfin, les terrains d'Angers, de Caen, de La Rochelle et de Poitiers se situent dans une position intermédiaire puisque la structure de la population fait apparaître une sur-représentation des professions intermédiaires et souvent une légère sous-représentation des catégories populaires (sauf dans le cas d'Angers où les ouvriers sont légèrement sur-représentés et de Poitiers où ils sont assez fortement sous-représentés).



source : RP 2013, INSEE

Graphique 1 : Des morphologies sociales différenciées suivant les aires urbaines
 Ecarts de représentation des PCS en points par rapport à la moyenne nationale
 (champ : population active de plus de 15 ans)

La méthodologie retenue permet de rendre compte de ces différences de structures sociales à partir des chiffres donnés par l'INSEE et le CREDOC par PCS et en modélisant la consommation, aussi bien en volume qu'en valeur, des différentes catégories de population en fonction de leur poids démographique respectif dans chacune des aires urbaines étudiées.

Méthodologie de calcul de la consommation locale en volume et en valeur : l'exemple de l'aire urbaine de Caen

Le tableau suivant présente les différentes étapes de calcul à partir des données de consommations par PCS fournies par l'enquête CCAF du CREDOC (volumes en kg/an par personne) et par les données budget des familles (valeur en €/an par ménage). Une fois collectées les données relatives aux ménages dans le recensement de la population de l'INSEE en 2012 (nombre de ménages et population des ménages par PCS), les calculs sont simples comme ici pour l'exemple des fruits et légumes à Caen (tableau 2) : multiplier les valeurs de consommation individuelles de chaque PCS par la population des ménages rattachés à chaque PCS (1), puis faire la somme des volumes consommés par PCS (2); multiplier les valeurs de budget par ménage en fonction de la PCS par le nombre de ménages qui y sont rattachés (3), puis faire la somme des résultats par PCS (4).

	PCS	Pop. des ménages dans l'AU de Caen par PCS	Nombre de ménages par PCS	Quantité/pers. en kg/an	Quantité totale AU Caen en t/an	Budget/ménage en €/an	Budget total AU Caen en K€/an
Fruits et Légumes	Agriculteurs	3 235	1 107	92,2	1 298,3	474	3 524,7
	Artisans et commerçants	21 886	7 377	92,2	2 017,9	569	4 197,5
	Cadres	53 107	19 541	97,8	5 194,9	691	13 502,8
	Professions intermédiaires	72 136	28 608	94,2	6 795,7	462	13 216,9
	Employés	48 447	21 866	87,0	4 215,7	371	8 112,3
	Ouvriers	80 097	28 787	72,7	5 820,8	355	10 219,4
	Retraités	91 418	55 232	67,5	6 166,3	560	30 929,9
	Autres inactifs	22 558	14 268	67,5	1 521,6	295	4 209,1
	Total				2 32 031		4 84 913
Produits laitiers	Agriculteurs	3 235	1 107	42,6	137,9	1 338	1 481,2
	Artisans et commerçants	21 886	7 377	42,6	932,6	1 343	9 907,3
	Cadres	53 107	19 541	41,6	2 210,7	1 444	28 217,2
	Professions intermédiaires	72 136	28 608	42,3	3 052,9	1 276	36 503,8
	Employés	48 447	21 866	43,2	2 092,8	999	21 844,1
	Ouvriers	80 097	28 787	40,9	3 272,9	1 112	32 011,1
	Retraités	91 418	55 232	38,2	3 495,2	1 085	59 926,7
	Autres inactifs	22 558	14 268	38,2	862,5	690	9 844,9
	Total				16 058		199 736
Viande	Agriculteurs	3 235	1 107	45,3	146,4	1 209	1 338,4
	Artisans et commerçants	21 886	7 377	45,3	990,6	1 077	7 945,0
	Cadres	53 107	19 541	41,9	2 223,4	1 000	19 541,0
	Professions intermédiaires	72 136	28 608	43,0	3 101,6	930	26 605,4
	Employés	48 447	21 866	36,2	1 754,2	747	16 333,9
	Ouvriers	80 097	28 787	53,9	4 318,1	862	24 814,4
	Retraités	91 418	55 232	38,7	3 537,0	927	51 200,1
	Autres inactifs	22 558	14 268	38,7	872,8	493	7 034,1
	Total				16 944		154 812
Produits à base de céréales	Agriculteurs	3 235	1 107	77,5	250,7	884	978,6
	Artisans et commerçants	21 886	7 377	77,5	1 695,9	781	5 761,4
	Cadres	53 107	19 541	73,0	3 876,8	779	15 222,4
	Professions intermédiaires	72 136	28 608	68,6	4 950,0	705	20 168,6
	Employés	48 447	21 866	63,3	3 064,5	608	13 294,5
	Ouvriers	80 097	28 787	75,0	6 007,9	699	20 122,1
	Retraités	91 418	55 232	64,1	5 859,3	560	30 929,9
	Autres inactifs	22 558	14 268	64,1	1 445,8	400	5 707,2
	Total				27 151		112 185

Sources : RP INSEE 2012, Enquête INSEE budget des familles 2011-2013, Enquête CREDOC CCAF 2007
Réalisation : D. Guennoc et M. Marie, PSDR 4 FRUGAL, 2016

Tableau 2 : Méthode d'estimation de la consommation locale en volume et en valeur

Même si cette méthodologie présente l'intérêt d'estimer la consommation locale en rendant compte des différentes morphologies sociales des aires urbaines étudiées, elle possède aussi quelques limites : les PCS ne rendent que partiellement compte des positions sociales occupées par les individus ; les données utilisées ne sont pas dynamiques (elles ne rendent pas compte des évolutions des modes de consommation) et celles du CREDOC ont maintenant presque 10 ans et l'on peut supposer que la crise économique de 2008 a eu des effets profonds sur les pratiques alimentaires ; les volumes consommés ne correspondent pas toujours aux budgets dépensés (surtout pour les fruits et légumes en raison de l'autoproduction parfois importante dans les franges les plus populaires et/ou les plus âgées de la population, ainsi que chez les agriculteurs). Enfin, pour caractériser plus finement encore les pratiques alimentaires et répondre à ces limites, il serait intéressant de compléter ce travail par une exploitation des données des enquêtes INCA 3 (Etude Individuelle Nationale des Consommations Alimentaires, 2014-2015) lorsqu'elles seront disponibles.

Bibliographie

- De Saint Pol T., 2008, *La consommation alimentaire des hommes et des femmes vivant seuls*, INSEE Première.
- Esnouf C., Russel M., Bricas N. (éd.), (2011), *DuALIne – durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. Questions à la recherche*, Rapport Inra-Cirad, 254 p.
- Guennoc D., 2016, *Étude systémique des flux d'approvisionnement alimentaire urbains par la recherche-action : le cas de Frugal*, mémoire de master 2, Université de Rennes 1, 89 p.
- Régnier F., Lhuissier A. et Gojard S., 2009, *Sociologie de l'alimentation*, La Découverte, 128 p.
- Mischi J., 2013, « Ouvriers ruraux, pouvoir local et conflits de classes », in Mishi J. (coord.) *Campagnes populaires, campagnes bourgeoises*, AGONE, n°51, pp. 7-25.
- Rivière J., 2011, « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux », in Pumain D., Mattei M-F. (dir.), *Données Urbaines*, n°6, Anthropos, pp. 11 20.

Programme FRUGAL financé dans le cadre du PSDR 4 :